

**T.A.E.
TRAVAILLER ET APPRENDRE ENSEMBLE**

**202, rue Emile Cossonneau
93160 NOISY-LE-GRAND**

**SIREN : 441 891 884
APE : 9499Z**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2025

T.A.E.
TRAVAILLER ET APPRENDRE ENSEMBLE

202, rue Emile Cossonneau
93160 NOISY-LE-GRAND

SIREN : 441 891 884
APE : 9499Z

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2025

Aux membres de l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association T.A.E. Travailler et Apprendre Ensemble relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « Continuité de l'exploitation » de l'annexe des comptes annuels.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note Changement de méthode comptable de l'annexe qui expose le changement de méthodes comptables relatif la première application du règlement ANC n°2022-06.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations

ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Fontenay sous-bois, le 19 mai 2026

Le Commissaire aux Comptes
LEO JEGARD & ASSOCIES

Représenté par, Signé numériquement par Nitro
Software Belgium NV - Nitro Sign
Premium pour le compte de Nathalie
GRONDIN
(n.grondin@jegardcreatis.com)
Date : 19/05/2026 10:33:58
Signé avec le mot de passe à usage
Nathalie GRONDIN unique envoyé par email : 825793
Associée

Jégard Créatis



COMPTES ANNUELS



ACTIF	Exercice 2025			Exercice 2024
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
Frais d'établissement (I)			-	
			-	
ACTIF IMMOBILISE			-	
Immobilisations incorporelles			-	
Frais de développement			-	
Donations temporaires d'usufruit			-	
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	3 890	3 890	-	-
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes			-	
Immobilisations corporelles			-	
Terrains			-	
Constructions			-	
Installations techniques, matériel et outillage industriels			-	
Autres	134 888	125 194	9 694	5 655
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes			-	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			-	
Immobilisations financières			-	
Participations			-	
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés			-	
Prêts			-	
Autres immobilisations financières			-	
Total II	138 778	129 084	9 694	5 655
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours			-	
Créances			-	
Créances clients, usagers et comptes rattachés	33 319		33 319	67 678
Créances reçues par legs ou donations			-	
Autres créances	86 172		86 172	17 846
Charges constatées d'avance	768		768	768
Valeurs mobilières de placement			-	
Instruments financiers à terme et jetons détenus			-	
Disponibilités	115 732		115 732	155 348
Total III	235 991	-	235 991	241 640
Frais d'émission des emprunts (IV)			-	
Primes de remboursement des emprunts (V)			-	
Écarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)			-	
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V+VI)	374 768	129 084	245 685	247 295

BILAN PASSIF	Exercice 2025	Exercice 2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	80 000	80 000
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	36 653	46 550
Excédent ou déficit de l'exercice	9 743	- 9 897
Situation nette (sous total)	126 396	116 653
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		23 000
Provisions réglementées		
Total I	126 396	139 653
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	11 666	3 914
Total II	11 666	3 914
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III	-	-
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		3 236
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 858	11 142
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	76 765	79 507
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	23 000	1 843
Produits constatés d'avance	-	8 000
Total IV	107 623	103 728
Écarts de conversion et différences d'évaluation Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	245 685	247 295

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	181 713	167 254
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	217 132	225 885
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	260 531	241 476
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	7 663	9 424
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	131 088	118 470
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions		5 315
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés	550	550
Autres produits	6 367	145
Total I	805 043	768 519
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	39 067	33 696
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	57 754	72 513
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	15 431	14 749
Salaires	545 655	541 208
Cotisations sociales	122 994	112 643
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 433	1 038
Dotations aux provisions		
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés	8 302	
Autres charges	4 956	888
Total II	795 593	776 736
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	9 450	- 8 217
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	293	574
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total III	293	574
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	-	-
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	293	574
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	9 743	- 7 643
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		6 580
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		8 835
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-	2 255
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	805 336	775 674
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	795 593	785 571
EXCEDENT OU DEFICIT	9 743	- 9 897
Evaluation des contributions volontaires en nature		
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	-	-
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	-	2 766
TOTAL	-	2 766

ANNEXE

Faits caractéristiques

Objet social de l'association :

Travailler et Apprendre Ensemble (TAE) est une entreprise expérimentale fondée par le Mouvement ATD Quart-Monde. Elle a pour but de repenser l'entreprise et les modalités de travail en associant des travailleurs qui en sont trop souvent exclus, et des personnes qui souhaitent participer à la construction d'une économie plus humaine. Elle diffuse son expérience et les résultats de sa recherche afin d'inciter la société à se transformer en profondeur pour permettre à tous de travailler durablement et dignement.

Moyens mis en œuvre :

Pour réaliser son objectif, TAE salarie des personnes d'horizons très divers socialement et s'appuie sur plusieurs activités économiques :

- reconditionnement d'ordinateurs, travaux de peinture en bâtiment, ménage, cuisine et entretien d'espaces-verts.
- TAE développe aussi une activité de formation en direction de managers et personnes de l'entreprise pour les sensibiliser au travail pour tous.

Exercice social

L'exercice social clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois. L'exercice précédent clos le 31/12/2024 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan avant affectation du résultat est de **245.685 euros**.

Le résultat net comptable est un excédent de **9.743 euros**.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les membres du bureau de l'association.

Principes, règles et méthodes comptables

Généralités sur les règles comptables

L'autorité des normes comptables (ANC) a adopté le règlement ANC n° 2022-06 du 5 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et Règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023. Ces nouvelles dispositions sont applicables pour la première fois aux comptes sociaux de l'exercice couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2025. L'association arrête ses comptes en respectant le règlement ANC n° 2018-06 qui s'applique toujours.

Changement de méthodes comptables :

Ce changement de réglementation se traduit par des reclassements au sein des produits d'exploitation (reprise sur subventions d'exploitation, etc..) et des charges d'exploitation (indemnités salariales, etc..). Les principales incidences de présentation sont les suivantes :

- Le compte 777 est supprimé et remplacé par le compte 747 Utilisation fonds dédiés sur contribution financière
- Le compte 791 est supprimé, les remboursements de charges de personnels sont affectés au crédit du 649.
- Les comptes 67 et 77 ne sont plus utilisés que pour enregistrer des charges et produits liés à un événement majeur et inhabituel.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre en tenant compte pour 2025 de la nouvelle réglementation.
- indépendance des exercices,
- coûts historiques.

Continuité d'exploitation :

Les comptes annuels ont été établis selon le principe de continuité d'exploitation.

Au titre de l'exercice 2025, la Fondation ATD Quart Monde a apporté un soutien financier à TAE à hauteur de 30.000 € compte tenu des difficultés rencontrées. La Fondation ATD Quart Monde nous a confirmé son intention de continuer dans la durée à soutenir TAE avec l'objectif d'éviter tout risque de défaut de paiement de TAE. Pour ce qui est de 2026, il est déjà prévu que la Fondation soutienne TAE pour un montant de 50.000 € avec la précision que « la subvention pourra être accrue si les circonstances externes l'imposent, de manière à assurer la continuité d'exploitation de TAE ».

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Provisions pour dépréciation d'actif : elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrecouvrabilité relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Evènements postérieurs à la clôture

Aucun événement important postérieur à la clôture n'est intervenu.

Immobilisations :

Situations et mouvements (b) Rubriques (a)		A	B	C	D
		Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmen- tations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				-
	Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles	3 890			3 890
	Total II	3 890	-	-	3 890
Immobilisations corporelles	Terrains				-
	Constructions				-
	Installations générales, agencement des constructions				-
	Installations techniques, matériels et outillage industriels				-
	Installations générales, aménagements divers	47 132			47 132
	Matériel de transport	53 198			53 198
	Matériel de bureau et informatique	12 486	4 445		16 931
	Mobilier	10 045	1 027		11 073
	Autres	6 554			6 554
	Immobilisations corporelles en cours				-
	Avances et acomptes				-
	Total III	129 415	5 472	-	134 888
Immobilisations financières	Participations et créances rattachées à des participations				-
	Autres titres immobilisés				-
	Prêts et autres immobilisations financières				-
	Total IV	-	-	-	-
Total (I + II + III + IV)		133 305	5 472	-	138 778

Amortissements :

		Durée d'utilisation ou taux d'amortissement Indiquer, le cas échéant, la fourchette retenue	Mode d'amortissement	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement					-
	Total I			-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles	100%	L	3 890		3 890
	Total II			3 890	-	3 890
	Installations générales, aménagements divers	33,33%	L	42 423	550	42 973
	Matériel de transport	12,50% - 33,33%	L	53 198		53 198
	Matériel de bureau et informatique	25% - 33,33%	L	12 486	317	12 802
	Mobilier	16,67% - 33,33%	L	9 100	567	9 666
	Autres	33,33%	L	6 554		6 554
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	Total III			123 760	1 433	125 194
Total (I + II + III)				127 650	1 433	129 084

Immobilisations augmentation :

Augmentations de l'exercice				
		Entrées		
		Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement			
	Total I	-	-	-
	Autres immobilisations corporelles			
	Total II	-	-	-
Immobilisations corporelles	Terrains			
	Constructions			
	Installations générales, agencement des constructions			
	Installations techniques, matériels et outillage industriels			
	Installations générales, aménagements divers			
	Matériel de transport			
	Matériel de bureau et informatique	4 445		
	Mobilier	1 027		
	Autres			
	Immobilisations corporelles en cours			
	Avances et acomptes			
	Total III	5 472	-	-
Total (I + II + III)		5 472	-	-

Amortissements dotation de l'exercice :

Dotations de l'exercice				
		Sur éléments amortis selon le mode linéaire	Sur éléments amortis selon un autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement			
	Total I	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles			
	Total II	-	-	-
Immobilisations corporelles	Terrains			
	Constructions			
	Installations générales, agencement des constructions			
	Installations techniques, matériels et outillage industriels			
	Installations générales, aménagements divers	550		
	Matériel de transport			
	Matériel de bureau et informatique	317		
	Mobilier	567		
	Autres			
	Immobilisations corporelles en cours			
	Avances et acomptes			
	Total III	1 433	-	-
Total (I + II + III)		1 433	-	-

Etat des créances de l'exercice :

Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice			
Créances (a)	Montant brut	Echéance à un an au plus	Echéance à plus d'un
Créance de l'actif immobilisé			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	119 491	119 491	
Autres créances	768	768	
Total	120 259	120 259	-
(a) <input type="checkbox"/> A développer si nécessaire			

Fonds propres :

VARIATION DES FONDS PROPRES	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	Solde à la clôture
FONDS PROPRES					
Fonds propres sans droit de reprise	80 000				80 000
Fonds propres avec droit de reprise					-
Écarts de réévaluation					-
Réserves					-
Report à nouveau	46 550	- 9 897			36 653
Excédent ou déficit de l'exercice	- 9 897	9 897	9 743		9 743
SITUATION NETTE (I)	116 653	- 0	9 743	-	126 396
Fonds propres consommables					-
Subventions d'investissement					-
Provisions réglementées					-
TOTAL (II)	-	-	-	-	-
TOTAL (I+II)	116 653	- 0	9 743	-	126 396

Fonds dédiés :

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (2)	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation						-	
Contributions financières d'autres organismes	3 914	8 302	550			11 666	
Ressources liées à la générosité du public							
Total	3 914	8 302	550	-		11 666	

(1) Les lignes sont à ventiler par projet ou catégorie de projet.

(2) Lorsque les ressources dédiées à un projet défini n'ont pas été totalement utilisées alors même que le projet est terminé et que l'organe habilité décide de transférer le solde du fonds dédié à un autre projet défini avec l'accord du tiers financeur, une information est mentionnée dans l'annexe des comptes au titre des transferts réalisés au cours de l'exercice.

Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice :

Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice				
Dettes (a)	Montant brut	Echéance à un an au plus	Echéance à plus d'un et cinq ans au plus	Echéance à plus de cinq ans
Emprunt et dettes assimilées				
Fournisseurs et comptes rattachés	7 858	7 858		
Dettes fiscales et sociales	76 765	76 765		
Autres dettes	23 000	23 000		
Total	107 623	107 623	-	-
(a) A développer si nécessaire				

Honoraires des commissaires aux comptes		
	Commissaires aux comptes 1	Commissaires aux comptes 2
Honoraires afférents à la certification des comptes	4 080	
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes		
Total	4 080	-

Chiffre d'affaires		
Ventilation du chiffre d'affaires par catégorie d'activité	Exercice N	Exercice N-1
PRESTATIONS DE BÂTIMENTS	130 420	137 508
PRESTATIONS DE CANTINE	2 805	3 580
PRESTATIONS DE MENAGES	51 150	51 436
PRESTATIONS ESPACES VERTS	32 669	33 361
VENTES DE MATERIELS INFORMATIQUES	186 283	167 254
PRESTATIONS DIVERSES PORTS	88	0
REMISES RISTOURNES SUR VENTES	-4 570	0
Total	398 845	393 139
Ventilation du chiffre d'affaires par marchés géographiques	Exercice N	Exercice N-1
France	398 845	393 139
Total	398 845	393 139

Détail des charges à payer

	Désignation	Montant
408100	FNP	1 893,67
408100	FNP LE CEDRE	167,29
408100	FNP JEGARD	2 040,00
428200	Prov CP + RTT 2025	36 079,97
428610	NDF A PAYER	104,50
438200	CGES CP + RTT 2025	10 624,84
438600	CGES RETRAITE	-
468700	SUBVENTION	23 000,00
	Total	73 910,27

Détail des produits à recevoir

Désignation	Montant
Client à facturer	3 210,50
Subvention	
Total	3 210,50

Réparation des effectifs par catégorie	
	Effectif moyen employé pendant l'exercice
Ouvriers	16
Employés, techniciens, agents de maîtrise	10
Cadres et ingénieurs	-
Total	26

Autres informations

Rémunération des dirigeants

Les membres du conseil d'administration dirigeants au sens de l'instruction fiscale 4h-5-06 du 18 décembre 2006 exercent bénévolement leur mandat.

Aucune rémunération en espèces ou en nature ne leur est versée.

Autres informations complémentaires

Mise à disposition des locaux :

L'association bénéficie de la mise à disposition de ses locaux de Noisy le Grand par la Fondation ATD QUART MONDE la participation de l'exercice 2025 est de **3.933 euros** contre **3.787 euros** pour l'exercice précédent.

Contributions volontaires aux dons en nature et bénévolat

L'association n'est pas en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires aux dons en nature liées au bénévolat et au mécénat de compétences dont elle a bénéficié au cours de l'exercice. Celles-ci ne sont pas comptabilisées dans les comptes.

Evaluation des engagements sociaux

L'engagement de l'association en termes d'indemnités de départ à la retraite est évalué à **13.975 euros (11.617 en 2024), calculé sur l'ensemble des salariés en contrat à durée indéterminée présent au 31/12/2025.**

Le calcul combine l'âge du salarié, son ancienneté actuelle dans l'association, son ancienneté au jour supposé de son départ à la retraite (base 65 ans), ses droits acquis au 31/12/2025, sa rémunération, le taux d'actualisation de 3,96 % retenu pour l'exercice et un taux moyen de charges sociales de 29 %.

L'information est donnée en annexes des comptes, l'engagement n'est pas comptabilisé au passif.